

Colombie : rejet du retard par le gouvernement colombien du dialogue sur la crise

Image not found or type unknown

Bogota, 31 mai (RHC) Le Comité National de Grève a dénoncé que le gouvernement d'Iván Duque n'a toujours pas établi de processus de négociation avec les secteurs sociaux qui sont porteurs d'une partie des revendications exigées dans les rues.

'Au bout de six jours, à l'aube d'aujourd'hui, le gouvernement national nous a envoyé des observations et des ajustements à l'accord préalable de garanties de protestation que nous avons réussi à conclure, après neuf jours d'exploration et de concertation, lundi dernier 24 mai', a-t-il rapporté.

Il ne s'agit pas d'ajustements rédactionnels comme ils l'avaient annoncé, il s'agit d'annuler l'accord préalable obtenu et ainsi de fermer toute possibilité de négociation, a-t-il déclaré.

Il a souligné que 'le silence est maintenu non seulement face aux revendications légitimes des citoyens, mais qu'il retarde aussi de manière inconséquente la signature d'un accord de garantie de base qui ouvrirait la voie à l'installation de tables de négociation'.

'Les milliers de détenus, les centaines de blessés, dont 51 avec des lésions oculaires et plus de 70 personnes tuées, dont 14 dans la nuit du vendredi à Cali, par la police et par des personnes en civil accompagnant des policiers, rendent compte de l'horreur déchaînée, inadmissible dans tout Etat démocratique, a-t-il souligné.

Il a relevé que le Président Duque continue de garder le silence complice avec l'usage excessif de la force par la police, la brigade mobile antiémeute, comme l'attaque de groupes civils agissant aux côtés d'agents de l'État contre ceux qui exercent le droit de protestation.

Il a dénoncé le fait qu'au cours des deux derniers jours, la volonté simulée de négociation du gouvernement national, qui résultait de la force de la protestation sociale et de la pression internationale s'est volatilisée lorsque l'exécutif a émis le décret 575 imposant une assistance militaire à huit gouverneurs et 13 maires, entre autres.

'Il s'agit d'un bouleversement intérieur partiel et de facto, qui contourne le contrôle constitutionnel, implique les militaires dans la gestion de la protestation et subordonne les autorités civiles aux commandants militaires, formant ainsi un coup d'État', a-t-il souligné.

Le Comité a assuré que le gouvernement national a imposé une politique de guerre contre la grève nationale.

'Nous sommes convaincus que, dans le cadre de l'État social et démocratique de droit, nous pourrions résoudre ce conflit par le dialogue et la négociation, et nous exigeons la signature de l'accord de garanties pré-signé le 24 mai', a-t-il déclaré.

'La Grève Nationale se poursuit, et c'est pourquoi nous appellerons à réaliser les plus grandes mobilisations organisées et pacifiques de notre histoire, à encourager un grand dialogue avec les jeunes et la société sur les programmes de changement que les citoyens réclament dans les rues et à convoquer un sommet social et politique pour la défense de la démocratie', a-t-il averti.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/259104-colombie-rejet-du-retard-par-le-gouvernement-colombien-du-dialogue-sur-la-crise>



Radio Habana Cuba